

ABONNEMENT.

Sauumur : Un an... 30 fr. Six mois... 16. Trois mois... 8.

Poste :

Un an... 35 fr. Six mois... 18. Trois mois... 10.

On s'abonne :

A SAUMUR, chez tous les Libraires ; A PARIS, Chez DONGREL et BULLIER, Place de la Bourse, 33 ; A EWIG, Rue Flécher, 2.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne... 20c. Réclames... 30. Faits divers... 75.

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.

On s'abonne :

A PARIS, Chez M. HAYAS-LAPPIÈRE et Cie, Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

10 Mai 1879.

Chronique générale.

L'HOMOGENEITE GOUVERNEMENTALE.

On se prépare de part et d'autre aux luttes de la rentrée. Malgré toutes les assurances données par les amis du cabinet, il y a désaccord sur presque tous les points entre les membres du cabinet, non pas désaccord de principes, mais désaccord au point de vue de l'exécution et de l'attitude, ce qui est plus délicat encore.

Les membres du cabinet pris dans leur ensemble paraissent beaucoup redouter l'issue et surtout les conséquences de la discussion des lois J. Ferry. Le conseil est d'avis de laisser le ministre de l'instruction publique s'aventurer seul dans la bagarre.

On nous affirme que dans un entretien avec un ami personnel, M. Waddington n'aurait pas dissimulé l'ennui qu'il a du pouvoir et l'impossibilité qu'il constate chaque jour de mettre d'accord les éléments disparates du cabinet.

Les 33 départements dans lesquels les conseils généraux ont formulé des vœux contre les lois Ferry comprennent 1,143 cantons.

Dans ces conseils, plus de six cents con-

seillers se sont prononcés contre ces lois. Deux cent quatre-vingts environ ont voté pour la question préalable, ou pour l'ordre du jour ou pour les lois Ferry.

Les 13 départements dans lesquels les conseils ont réservé la liberté de l'enseignement, mais n'ont pas admis le vœu déposé, sur la déclaration du préfet qu'il était politique et illégal, représentent 384 cantons.

Dans ces conseils, plus de cent vingt membres ont voté contre les lois Ferry. Cent quarante environ ont voté pour les ordres du jour proposés, et à peine la moitié, ou soixante-dix, en faveur des lois Ferry.

Les 12 départements dans lesquels les conseils généraux ont formulé un vœu pour les lois Ferry forment 390 cantons.

Deux cent dix voix se sont prononcées pour les lois Ferry, quatre-vingt-quinze contre.

Les 28 autres départements qui n'ont pas traité la question forment 829 cantons.

Le conseil général de la Corse ne s'est pas encore réuni et se compose de 62 membres.

Plusieurs députés du centre gauche ont eu une entrevue avec M. Jules Ferry et lui ont exprimé leurs appréhensions au sujet du résultat de la discussion des lois sur l'enseignement supérieur. M. Jules Ferry a répondu qu'il était convaincu d'avoir la majorité à la Chambre et même la majorité au Sénat, majorité qu'il évalue à 40 voix.

(Le Constitutionnel.)

Il vient de paraître un nouveau mouvement dans la magistrature des cours et tribunaux et aussi dans les justices de paix ; environ 45 magistrats et 87 juges de paix ont dû céder le pas aux élus de la Révolution.

Pour compléter cette œuvre révolutionnaire, le ministère soumettait également au Président de la République un décret qui vient de gracier 440 individus condamnés pour faits insurrectionnels.

Tout cela est parfaitement à l'unisson. Ecarter de toutes les fonctions publiques les hommes d'ordre pour les remplacer par des radicaux ; ramener de l'exil les hommes de désordre pour grossir les rangs de cette armée démagogique contre laquelle la Société et la République elle-même auront bientôt à se défendre, c'est pousser jusqu'à ses dernières conséquences un principe erroné, c'est être conséquent avec soi-même, si on n'est pas d'accord avec la raison, c'est marcher droit et sans ambages sur la pente qui mène au Jacobinisme.

Des révocations sans nombre prononcées par M. le garde des sceaux contre ses malheureux subordonnés, il n'en est assurément aucune, dit le Figaro, qui ait un caractère plus particulièrement extraordinaire que celle-ci :

Il y avait pendant la guerre, à Thionville, un greffier en chef dont le petit avoir fut saccagé par les Prussiens. Il s'appelait Curicque. A la paix, le gouvernement allemand lui offrit le greffe de Metz, dont le revenu est de vingt mille francs. Il refusa. Il voulait rester Français, et M. Thiers en fit un juge de paix dans le département de Saône-et-Loire.

Lorsque, en 1873, quelques braves gens qui n'étaient certainement pas des légitimistes découvrés, complotèrent d'enlever la nièce du maréchal, M^{me} la marquise de Mac-Mahon, au château de Sully, M. Curicque fut chargé de l'instruction de l'affaire, et peu après transféré à Château-Chinon.

M. Le Royer vient de le révoquer brutalement, et il se trouve que ce malheureux, qui aurait l'aisance, la richesse même, s'il avait voulu rester Prussien, va expier son patriotisme dans la misère que lui impose l'esprit de parti.

C'est à nos lecteurs qu'il appartient de réparer cette criante iniquité, et nous leur demandons un poste de confiance pour que ce modeste fonctionnaire ne regrette pas l'Allemagne.

On lit dans l'Union :

« Les coups de conversion ont porté au marché français un trouble dont celui-ci n'est pas encore remis. L'émotion, à la Bourse, est encore très-grande, et les craintes pour l'avenir subsistent avec intensité.

» Est-il vrai qu'à la suite du coup de la conversion un énorme déclassement de rente 5 0/0 s'est opéré ?

» Est-il vrai que les rentes vendues par le public ne sont point rachetées par le public et qu'elles restent flottantes en report ?

» Est-il vrai que le Trésor public avance à la Bourse des capitaux considérables pour faciliter le maintien des cours au moyen de l'abaissement des prix des reports ?

» Est-il vrai que, sans le concours des deniers publics au service de la spéculation, le prix du report sur la rente doublerait et obligerait les spéculateurs à la hausse d'abandonner le 5 0/0 à tout prix, ce qui produirait un effondrement pour la plus grande gloire de la République ?

» Nous nous bornons à poser ces points d'interrogation. A ces questions, une enquête seule pourrait fournir une réponse qui, si elle était affirmative, entraînerait des conséquences très-graves et une fêlissure plus sérieuse que celle édictée par M. Rameau dans un élan de ridicule passion.

M. VICTOR HUGO ET L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX.

Il fut un temps où M. Victor Hugo, le grand poète, voulait devenir ministre de l'instruction publique.

En ce temps-là (1850), voici ce qu'il pensait de l'enseignement religieux :

« L'enseignement religieux est, selon moi, plus nécessaire aujourd'hui que jamais. Plus l'homme grandit, plus il doit croire. Il y a un malheur dans notre temps, je dirais presque qu'il n'y a qu'un malheur, c'est une certaine tendance à tout mettre dans cette

Feuilleton de l'Echo Saumurois.

UN BON SAMARITAIN.

(Suite.)

Quand la fumée fut dissipée, le maraudeur avait disparu. Conrad se redressa et regarda un instant autour de lui d'un air égaré, pendant que Marthe, l'angoisse au cœur, demeurait suspendue à son cou.

— Rassure-toi, calme-toi, ma bonne amie !... ce n'est rien ; je n'ai été que légèrement effleuré... Mais pourquoi fait-il que ce fils de l'enfer m'ait échappé !...

— Oh ! laisse à Dieu le soin de le punir, fit Marthe, qui poussa un long soupir de soulagement en voyant son mari revenu à lui. Mais où es-tu blessé ?...

— Hélas ! vous saignez ! s'écria à ce moment, d'un doux accent ému, la voix argentine d'un enfant.

Marthe, étonnée, se retourna, et ce fut seulement alors qu'elle aperçut la petite fille qui, entourant de ses bras le genou de Conrad, levait vers lui sa charmante figure.

— Rassure-toi, ma bonne petite, dit ce dernier en essayant de la main les gouttes de sang qui coulaient le long de ses cheveux noirs. Mais, n'est-ce pas, Marthe, continua-t-il en s'adressant en souriant à sa femme, quand il vit qu'elle continuait à considérer la petite étrangère avec des yeux étonnés ; n'est-ce pas que voilà une bien jolie enfant ? Pense un peu ; sans elle je ne rentrais pas sitôt au logis, et tu devenais peut-être la victime de ce monstre...

— Alors, c'est un ange, répondit Marthe à voix basse.

Cependant le petit Conradin s'était réveillé, et la mère courut le prendre sur son bras.

— Marthe, dit Conrad en asseyant la petite fille sur son genou, j'apporte une gentille sœur à ce jeune criard-là.

Le chasseur raconta alors ce qui s'était passé sur la route du Saint-Gothard, et finit en disant :

— Je crois, Marthe, que notre conscience nous indique assez clairement ce que nous devons faire.

La jeune femme, émue à ce récit, attira dans ses bras la petite fille, qui avait écouté en silence et avec une espèce d'anxiété ; elle déposa sur son front délicat un baiser plein de tendresse et d'une sorte de reconnaissance. Mais ces deux sentiments furent presque aussitôt combattus par d'amères réflexions, dont Conrad n'eut pas de peine à se rendre compte en suivant le regard plein de larmes

que la pauvre mère laissa retomber sur son nourrisson en lui présentant le sein. Il soupira péniblement et alla appuyer contre la fenêtre son front brûlant de fièvre.

— Mère, demanda-t-il après un instant de silence, n'as-tu rien pour la petite fille ?

— Il y a encore un peu de pain et de fromage que j'avais gardés pour toi, répondit tristement la jeune femme. Regarde derrière l'armoire.

Conrad tira la petite provision enveloppée dans une feuille de papier et la plaça sur la table.

— Allons, mange, mon enfant ; tu dois avoir faim, dit-il d'un ton amical.

Marthe sentit ses yeux se remplir de larmes, quand elle vit l'enfant ne rompre qu'un petit morceau de pain, puis remettre soigneusement le reste sur la table.

— Conrad, dit-elle après un moment de réflexion, nous ne saurions rester plus longtemps dans cette position. Les animaux de la montagne ont été chassés jusque dans les glaciers par le bruit de la guerre, et la neige ne tardera pas à entasser ses nouvelles couches. Il faut que tu passes la montagne pour aller trouver ma mère à Dissentis, et si elle ne peut rien faire pour nous, va t'adresser au couvent, au frère de mon père, le révérend père Ambroise. Jost t'accompagnera, et j'irai avec les enfants attendre ton retour en bas, au village, chez la cousine.

— C'est pour moi une bien pénible démarche que d'aller implorer la compassion de tes parents, répartit Conrad, le trouble dans le cœur ; mais je ne vois rien de mieux à faire.

La vallée de Fareltsch, qui s'étend, en remontant de Dissentis à Rueraas, au pied de l'Oberalp, et court constamment entre de froides parois de rochers qui s'élèvent jusqu'au ciel, est d'un aspect attristant. Au fond du Cassia, le Rhin naissant vient briser ses ondes écumeuses contre le roc, et le voyageur chemine des heures entières sans rencontrer trace d'habitation humaine. Au bord de la route étroite et rocailleuse s'élève ça et là une petite chapelle, au mur de laquelle une inscription à demi effacée parle de la mort violente de quelque voyageur. Peut-être est-ce le souvenir de mainte catastrophe de ce genre, autant que la monotonie du paysage, qui donne à cette vallée une teinte si mélancolique.

Le lendemain du jour où s'étaient passés les événements que nous avons racontés, deux hommes descendaient dans la matinée la route de Rueraas.

Le plus âgé portait un grand manteau noir ; le plus jeune, à l'air hardi, entreprenant, était vêtu de la blouse grisâtre des montagnards d'Uria. Ils marchaient côte à côte et silencieusement, s'arrêtant de temps à autre pour écouter le bruit

vie. En donnant à l'homme pour fin et pour but la vie terrestre, la vie matérielle, on aggrave toutes les misères par la négation qui est au bout; on ajoute à l'accablement du malheureux le poids insupportable du néant, et de ce qui n'est que la souffrance, c'est-à-dire une loi de Dieu, on fait le désespoir.

De là de profondes convulsions sociales. Certes, je désire améliorer dans cette vie le sort de ceux qui souffrent; mais je n'oublie pas que la première des améliorations, c'est de leur donner l'espérance; quant à moi, j'y crois profondément, à ce monde meilleur, et, je le déclare, c'est la suprême certitude de ma raison, comme c'est la suprême joie de mon âme.

Je veux donc sincèrement, je dis plus, je veux ardemment l'enseignement religieux.

Victor Hugo.

5 janvier 1850.

Il est certainement inutile de faire remarquer la différence qui existe entre les opinions contenues dans cette lettre et les opinions actuelles du *Rappel*, qui est l'organe de M. Victor Hugo; mais il est bon cependant de publier ces pensées si justes, si convaincues et si dignes de la jeunesse de celui qui les a écrites.

On dit M. Waddington fort ennuyé d'une affaire désagréable que son collègue de l'instruction publique lui aurait mise sur les bras. Il s'agirait d'une pétition de familles anglaises fixées à Boulogne où elles font élever leurs enfants dans des maisons d'éducation ou par des professeurs congréganistes, qui auraient réclamé contre les projets Ferry auprès des sénateurs et députés du département.

Le consul anglais a légalisé les signatures, — comme c'était son devoir. Là-dessus M. Ferry presserait son collègue de affaires étrangères de dénoncer le consul à son gouvernement comme coupable d'une intervention blessante pour la France. Nous aimons à croire que M. Waddington ne s'exposera pas à un camouflet facile à prévoir.

(Ordre.)

On affirme que le gouvernement serait résolu à refuser de répondre à l'interpellation de M. Lockroy, si elle doit avoir un caractère vague et général. M. Waddington demanderait qu'on voulût bien déterminer les points sur lesquels on blâme le gouvernement où on le trouve insuffisant. Si l'on persistait à rester dans les généralités, il se contenterait de dire qu'il n'a rien à répondre, et il demanderait l'ordre du jour pur et simple.

Le préfet de police a donné des ordres pour supprimer désormais aux journaux toutes les communications de nature à paralyser les recherches de ses agents.

Le gouvernement a décidé d'offrir le pavillon de Flore pour l'installation provisoire du Sénat.

LE PROGRÈS DES CONSERVATEURS EN SUISSE.

Pendant que les radicaux, en France, gagnent du terrain de manière à faire avancer certains collèges électoraux jusqu'à la Commune, la plupart des cantons suisses donnent la majorité dans les grands conseils aux conservateurs.

Par exemple, à Lucerne, les électeurs ont choisi 80 conservateurs et 40 libéraux.

Dans le grand conseil d'Uri, les conservateurs sont en majorité, puisque ce sont deux conservateurs qui représentent ce canton au conseil des Etats à Berne.

Dans le canton de Saint-Gall, le parti libéral, trop avancé, a perdu beaucoup d'influence.

A Zurich, le parti socialiste a subi un grave échec: il avait fait une grande propagande pour donner à l'Etat le monopole du commerce des céréales et des farines. C'était d'ailleurs, il faut le reconnaître, une singulière manière d'entendre la liberté du commerce. Ce parti a été battu dans cette tentative pour donner à l'Etat la tyrannie et pour en faire l'accapareur des grains, le dispensateur des existences.

Le conseil d'Etat, qui s'était laissé entraîner dans cette voie par les radicaux, a vu repousser, dans le plébiscite en usage en Suisse, par 29,834 voix contre 46,699, une loi qui ne prouve certainement pas le libéralisme des libéraux suisses.

Il est probable qu'à la suite de ce vote ce seront des conservateurs qui réuniront la majorité aux prochaines élections pour la constitution du nouveau conseil d'Etat du canton de Zurich.

Les mêmes tendances et le même progrès s'accroissent de plus en plus dans presque toute la Suisse.

Le retour des Nouméens en France et les étranges aberrations de certains collèges électoraux n'ont pas peu contribué à ce revirement qui se fait en Suisse vers le parti conservateur.

Sous ce titre: *Nos traités de commerce avec la France*, un journal anglais, *l'Economist*, a publié l'article suivant, dont il est bon de faire connaître la traduction:

« La correspondance concernant la dénonciation des traités de commerce avec la France a été publiée cette semaine. Elle montre que notre gouvernement est très-soucieux du préjudice qui peut résulter de cet acte pour le commerce des deux pays, ainsi que de l'incertitude qui peut exister sur les futurs tarifs. Notre gouvernement presse vivement le gouvernement français pour savoir à bref délai la marche qu'il entend suivre dans cette occurrence. M. Waddington a répondu que la dénonciation des traités était une nécessité parlementaire, due à la rupture des négociations entre la France et l'Autriche, et qu'elle n'impliquait nullement l'intention de revenir à une politique protectionniste contre notre pays. Mais, en présence de cette assurance, lord Lyons, dans une note verbale, établit que le gouvernement de Sa Majesté regrette la marche qui a été sui-

vie dans cette affaire, et voit avec peine l'absence de toute assurance que la voie économique qui a été la règle des relations commerciales entre les deux pays sera maintenue dans l'avenir. »

Où est le temps où M. Rouher et M. Forcade de la Roquette venaient affirmer au Corps-Législatif que la Grande-Bretagne n'avait consenti à faire des traités de commerce que pour nous être agréable, que ce système était en contradiction formelle avec les principes du libre-échange, et que ce n'était que pour favoriser nos intérêts qu'on avait contracté des traités de commerce avec l'Angleterre?

Où nous a conduits la politique des hommes d'Etat de l'Empire? A la ruine de notre industrie, de notre marine marchande et de notre agriculture.

Où nous a conduits le principe des nationalités? A la guerre avec l'Allemagne, après la désastreuse guerre du Mexique.

Où nous a conduits la guerre avec l'Allemagne? A Sedan, à la perte de l'Alsace et de la Lorraine, au sacrifice d'une grande partie de notre armée et à une dépense de quinze milliards.

Etranger.

Nous avons parlé de la nouvelle donnée par la *Post*, de Berlin, au sujet d'un futur congrès de socialistes à Londres. Voici un passage de la lettre de Londres qui expose à ce journal le plan des révolutionnaires:

« En Angleterre aussi, ils comptent sur d'importants événements qui se produiraient dans un avenir peu éloigné. Ils croient qu'une révolution est possible dans ce pays et qu'elle éclatera bientôt. Déjà ils voient les nombreux bataillons de grévistes de tous les pays marcher sur Londres et s'emparer du gouvernement. Dès qu'en Russie, en France et en Angleterre le parti révolutionnaire sera au pouvoir, l'Allemagne ne pourra plus se soustraire à la révolution universelle et la démocratie socialiste y régnera. On s'apprête à organiser une action générale; la situation dans tous les pays semble particulièrement favorable à amener une fraternisation efficace. A cet effet, on a résolu de tenir, dans le courant de l'été, un congrès à Londres. Les préparatifs sont commencés et avancent rapidement. Les chefs du parti viendront d'Amérique; un grand nombre de nihilistes et de communistes sont attendus, et l'Allemagne, à ce qu'on assure, y sera représentée par les députés démocrates-socialistes du Parlement. L'argent ne manque pas. »

Nous croyons que cette correspondance de Londres adressée à la *Post* exagère un peu en parlant d'une révolution possible en Angleterre. Nous n'y croyons pas: le peuple anglais ne songe pas à renverser son gouvernement. Il peut bien se faire que les réfugiés, qui sont nombreux en Angleterre, méditent quelque coup de main; mais ce serait folie de leur part, car le gouverne-

qui se faisait entendre dans les montagnes, à leur gauche, comme un tonnerre continu.

Le brouillard s'était légèrement élevé vers les hauteurs, ce qui permettait de voir dans toute sa longueur la sombre vallée, tandis que le ciel et les pics des rochers demeuraient couverts de nuages gros de neige.

C'était un de ces jours de lumière livide fréquents à la fin de l'automne, même dans les contrées moins après que celle-ci, quand le vent enlève la dernière feuille et que la terre, dépouillée de tout ornement, semble se draper d'un linceul. Le deuil dans lequel la nature paraît alors plongée remplit l'âme de pressentiments qui l'oppressent péniblement.

C'est ce qu'éprouvaient sans doute les deux voyageurs; tout au moins, leur silence n'annonçait pas que leurs cœurs fussent livrés à la joie.

Conrad, dit enfin le plus jeune, je crois que tu as encore quelque chose sur le cœur, depuis que ma mère t'a fait des observations au sujet de l'enfant étranger. Crois bien pourtant qu'elle pensait autrement qu'elle ne parlait.

Je ne sais trop, Jost, répondit Conrad; mais je ne pouvais pourtant pas laisser cette pauvre créature sur la route, et il n'était pas charitable à la cousine de me reprocher pour cela le besoin momentané où je me trouve... Mais non, reprit le chasseur après une pause, il y a encore autre

chose en moi, et il me semble... je ne saurais dire comment... que je ne suis pas au bout de mes malheurs aujourd'hui.

— Courage! dit Jost, c'est le temps sombre de cette matinée qui te donne ces idées noires. Avant la nuit nous aurons sans doute quelques rafales de neige; peut-être aussi es-tu préoccupé de ce qu'il font par-là, à gauche... écoute!

Les détonations le long de la montagne retentissaient avec plus de force qu' auparavant. On pouvait maintenant distinguer facilement les coups qui se succédaient rapidement, et que répercutaient les échos d'alentour.

— La canonnade se rapproche, fit Conrad l'oreille au vent; les Russes auront dû battre en retraite par la montagne.

— Nous avons fait une sottise, dit Jost, en n'emportant pas nos carabines; mais le couteau de chasse suffira probablement pour nous défendre contre ceux qui essaieraient de nous serrer de trop près.

Tout en disant ces mots, le jeune homme avait mis la main sur la poignée de l'arme qu'il portait cachée sous sa blouse de pâtre, comme s'il eût été déjà au moment de dégainer devant l'ennemi.

— Viens, dit Conrad avec l'autorité que pouvaient lui donner sur son compagnon de route les quelques années qu'il avait de plus; faisons avant tout encore une œuvre de paix, et pour le reste comp-

tons sur le secours de Dieu.

Au bord du chemin s'élevait une chapelle toute grise de vétusté. Les deux jeunes hommes y entrèrent en se découvrant, et prièrent devant l'image de saint Georges pour le succès de leur voyage et leur heureux retour au logis. Puis ils se remirent en route.

A peine les deux amis avaient-ils vu blanchir les tours et les murs du couvent de Dissentis, qu'ils entendirent un bruit confus de tambours et de trompettes venant du bourg même.

A ce moment, Conrad resserra la ceinture qui soutenait son fidèle couteau de chasse.

— Si au moins nous rencontrions quelque part le drôle qui a fait hier visite à Marthe! dit Jost.

Conrad ne fit aucune réponse; mais ses yeux qui jetaient des étincelles en disaient plus que beaucoup de paroles.

(A suivre.)

Une nouvelle édition des *SOUVENIRS DE LA VIE MILITAIRE*, par M. le comte de Castellane, vient de paraître chez Calmann Lévy. C'est une étude très-remarquable sur les campagnes de l'armée d'Afrique, dont l'auteur a partagé souvent les fatigues et les périls. Les faits quotidiens de la vie militaire sous la tente y sont racontés d'une façon très-originale et l'on trouve les détails les plus intéressants sur les officiers qui se sont distingués dans les combats livrés pour assurer l'avenir de notre conquête.

ment britannique n'hésiterait pas à recourir aux mesures les plus sévères. On verrait si ce jour-là le droit d'asile resterait en vigueur.

Quant au fait du rendez-vous donné à Londres à tous les chefs socialistes d'Europe, ceci est plus probable, car le projet a déjà été signalé. On voit par la correspondance de la *Post* que le plan révolutionnaire menace toute l'Europe d'une explosion prochaine.

Russie. — Dans les environs de Kieff, le 5 mai, une bande de nihilistes a attaqué, à main armée, un petit détachement de troupes russes.

Les soldats, inférieurs en nombre, ont d'abord été repoussés; mais les paysans du pays sont venus à leur secours, et ont dispersé les nihilistes. Il y a eu des morts des deux côtés.

Il faut remarquer que, en Russie, le peuple des campagnes n'est pas révolutionnaire; il aime le czar. La secte nihiliste se recrute surtout dans la classe intermédiaire et dans la jeunesse des écoles.

Le *Messenger d'Odessa*, du 4^e mai, raconte que, dans la nuit du 30 avril au 1^e mai, on sonna si fort à la porte du n° 43, sur le grand boulevard, que la sonnette fut cassée. Le propriétaire de la maison se précipita pour ouvrir, mais à peine avait-il entr'ouvert la porte, qu'il reçut un violent coup de pioche dans la figure et tomba. Le matin, on trouva son cadavre coupé en morceaux. Tout auprès, il y avait une lettre à l'adresse du général Tolleben et un morceau de papier portant ces mots: « C'est comme cela que vous tous, bêtes, vous finirez! Le comité exécutif s'en charge. »

Chronique Locale et de l'Ouest.

M. Roulet, nommé procureur à Ribérac, est nommé procureur de la République à Saumur, en remplacement de M. de la Vèze.

M. Robineau, ancien notaire, est nommé juge de paix du canton Sud de Saumur, en remplacement de M. Foucher, révoqué.

M. Maignan, juge suppléant à Segré, est nommé juge à Cholet, en remplacement de M. Renault-Morlière, nommé substitut à Angers.

L'*Officiel* nous apporte la révocation de M. Foucher, juge de paix du canton Sud de Saumur, et celle de M. de la Vèze, procureur de la République.

Qu'a pu faire à la République M. Foucher, dans sa justice de paix, pour encourir cette disgrâce? On se le demande.

Quant à M. de la Vèze, c'est tout différent. Ce magistrat est grandement coupable: homme d'honneur et suivant les inspirations de sa conscience, ne s'est-il pas montré, en divers réquisitoires, peu favorable à certains républicains? Avec cette mauvaise note, il ne pouvait espérer rester à son poste. Quoi qu'il en soit, M. de la Vèze emporte dans sa retraite l'estime et la sympathie de tous nos concitoyens qui déplorent que le pouvoir ne soit pas mieux éclairé.

Ces hiécatombes de fonctionnaires jettent un certain effroi dans les populations, et l'on se demande si ce système est appelé à faire aimer la République.

Le bureau météorologique du *New-York Herald* communique la dépêche suivante:

« New-York, 8 mai, 7 h. matin. Une perturbation atmosphérique atteindra les côtes de la Grande-Bretagne et de la France, affectant celles de la Norvège, entre les 10 et 12. Pluies. Vents d'Est-Nord-Ouest. Eclairs. »

La neige au mois de mai. — Mercredi et jeudi, il est tombé quelques flocons de neige à Poitiers.

Les journaux de Paris constatent que mercredi, après une matinée très-froide, la neige a tombé, à la grande surprise et au grand déplaisir de tout le monde.

On écrit de différentes parts que la neige est tombée mercredi à gros flocons dans l'est et dans le nord de la France. A Metz, notamment, les habitants ne se rappellent pas avoir jamais vu pareil phénomène au mois de mai. Ils ont été d'autant plus surpris de voir en se réveillant leurs toits

